

Vers un financement durable de l'éducation

Événement officiel de la Présidence française du G7

13 mars 2026 | Siège de l'UNESCO, Paris

1. Contexte et justification

L'éducation se situe au croisement des déséquilibres mondiaux qui menacent la croissance inclusive, la cohésion sociale et la stabilité à long terme. Bien qu'elle soit universellement reconnue comme un droit humain fondamental et un pilier des sociétés pacifiques et prospères, l'accès à une éducation de qualité demeure profondément inégal. Contre 8 500 dollars dans les pays à revenu élevé, les dépenses publiques annuelles par apprenant s'élèvent en moyenne à 55 dollars US dans les pays à faible revenu, pour un déficit de financement annuel estimé à 97 milliards de dollars dans les pays en développement, ce qui met en péril l'ODD 4.

La mobilisation des ressources domestiques (MRD) et des limites dans la protection des dépenses éducatives au sein des budgets nationaux sont ainsi des enjeux majeurs pour atteindre une éducation de qualité pour tous (ODD 4). Mais la réduction des marges de manœuvre budgétaires, aggravée par l'augmentation du fardeau de la dette et les pressions macroéconomiques, contribue à affaiblir l'investissement social : en 2023, les pays en développement ont consacré 1,4 trillion de dollars au service de la dette extérieure, un montant souvent supérieur aux budgets alloués à l'éducation. Des systèmes fiscaux inefficaces, l'évasion fiscale et les flux financiers illicites restreignent encore davantage les recettes et mettent en exergue des déséquilibres structurels plus profonds nécessitant une action mondiale coordonnée.

Dans ce contexte, les approches traditionnelles de financement de l'éducation, axées principalement sur l'Aide publique au développement (APD) et l'augmentation des volumes de financement, ne suffisent plus et doivent être repensés. Une attention considérable est par conséquent portée aux mécanismes de financement innovants pour l'éducation. Plutôt que de créer de nouveaux instruments, **le principal défi consiste à lutter contre la fragmentation en alignant et en coordonnant mieux les outils existants** – publics, philanthropiques et privés – au sein des stratégies nationales pour les renforcer plutôt que de s'y substituer.

Un changement de cap est nécessaire pour libérer le potentiel du financement, et ce à travers **des approches plus durables et davantage intégrées qui devront placer la MRD et la protection des budgets éducatifs au centre**. Cela implique de **renforcer la gestion des finances publiques** afin de garantir la protection et l'utilisation efficace des budgets de l'éducation ; **d'accroître les recettes domestiques** grâce à une fiscalité juste et progressive et de **gérer la dette de manière durable**, notamment par le biais de restructurations, d'allègements et d'options telles que les échanges « dette-contre-éducation ».

Réaliser ce changement nécessite **des partenariats et une coordination renforcés** — entre les ministères de l'Éducation, des Finances et du Développement, entre les acteurs nationaux et internationaux et entre les secteurs public, philanthropique et privé. À l'échelle mondiale, **le Comité directeur de haut niveau ODD 4 (CDHN) constitue une plateforme clé pour fédérer les initiatives, promouvoir la cohérence et**

aligner les efforts politiques, techniques et financiers, en soutien à la réforme du financement de l'éducation.

Conscient de sa nécessité et de son intérêt pour tous les domaines du développement, les leaders du G7 ont placé l'éducation au cœur de leurs engagements. De la Déclaration de Charlevoix de 2018 sous la Présidence canadienne, à la déclaration des ministres de l'Éducation de 2019 sous la Présidence française, en passant par la déclaration sans équivoque des dirigeants de 2021 sous Présidence britannique – et réaffirmée sous Présidences japonaise (2023) et italienne (2024) – le G7 a fait preuve d'un leadership politique clair en matière d'éducation mondiale, y compris en apportant un soutien politique et financier significatif au Partenariat mondial pour l'éducation.

Cet évènement G7 s'inscrit dans la dynamique créée par la réunion parallèle consacrée à l'éducation lors de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement (FFD4Séville), pour mieux aligner les priorités éducatives avec les cadres budgétaires, la gestion de la dette, les stratégies de développement et les programmes de financement durable. Il permettra **de poursuivre le dialogue entre les acteurs clés de l'éducation, du développement et des finances en réaffirmant le rôle central de l'éducation dans le développement durable.**

Cet événement s'insère pleinement dans l'agenda de réforme de l'architecture de l'aide promu par le G7, à savoir la mobilisation d'un éventail plus large et diversifié de financements, la réduction de la dépendance à l'aide et le renforcement de l'efficacité, de la coordination et de la responsabilisation. Dans un contexte de ressources publiques contraintes et d'évolution des dynamiques mondiales de financement et de gouvernance, le secteur de l'éducation offre un aperçu de la manière dont ces réformes peuvent se traduire en solutions de financement durable efficaces.

2. Objectifs

Justification générale : L'évènement conjoint de haut niveau organisé dans le cadre de la Présidence française du G7 vise à promouvoir **un narratif politique commun et à renforcer l'élan politique autour du financement durable de l'éducation**. L'évènement favorisera le dialogue interministériel et une **compréhension commune entre les ministres de l'Éducation et des Finances des pays partenaires, ainsi qu'entre les autres décideurs en matière d'allocation des fonds à l'éducation** (ministres des Affaires étrangères et/ou du Développement) des pays bailleurs, tout en soulignant la nécessité d'une réponse globale et coordonnée. Il contribuera également à soutenir **une approche partenariale modernisée du financement de l'éducation qui privilégie la responsabilité collective et la redevabilité mutuelle**, le partage des connaissances et l'engagement catalyseur, en complément de la coopération financière.

Plus précisément, cet évènement vise à contribuer à une approche plus cohérente du financement de l'éducation et à ancrer fermement l'éducation dans les discussions plus larges du G7, en :

- **Promouvant une compréhension commune du financement durable de l'éducation au niveau national, en favorisant un dialogue interministériel ainsi qu'une compréhension mutuelle** qui placent au cœur de la performance des systèmes, dans tous les contextes nationaux, des bases solides de la finance publique — telles qu'une gestion efficace des finances publiques, la priorisation budgétaire, la mobilisation des recettes nationales et des stratégies d'endettement prudentes.
- **Encourageant le renforcement des partenariats mondiaux et nationaux qui alignent les ressources publiques, philanthropiques et privées sur les systèmes nationaux**, en améliorant la coordination afin

de rechercher des objectifs de financement à long terme plutôt qu'à court terme et en optimisant l'utilisation des ressources.

- **Favorisant l'utilisation stratégique, l'alignement et la planification séquencée des mécanismes de financement existants** dans le cadre des programmes de réforme menés par les pays, en soulignant les enseignements pertinents tant pour les pays du G7 que pour les pays en développement dans un contexte de contraintes budgétaires mondiales.

3. Format et structure

L'évènement conjoint de haut niveau se tiendra **le 13 mars 2026 au siège de l'UNESCO**, à la suite de la réunion du Comité directeur de haut niveau pour l'ODD 4.

Organisé conjointement **par l'UNESCO et la France, sous la Présidence française du G7, en étroite collaboration avec le Partenariat mondial pour l'éducation (PME)** et d'autres partenaires, il vise à favoriser le dialogue **entre les ministres de l'Éducation, des Finances et du Développement** du G7 et d'autres pays, le CDHN, ainsi qu'à mettre en avant des pistes concrètes pour un financement durable de l'éducation.

4. Participants

- Ministres de l'Éducation, des Finances et du Développement des pays du G7 et d'autres pays, CDHN
- UNESCO
- Partenariat mondial pour l'éducation (PME)
- Banque mondiale et/ou FMI
- OCDE
- Les banques publiques de développement (tant au niveau multilatéral que national, y compris par le biais du réseau FICS pour une meilleure coordination)
- Des représentants du secteur philanthropique et du secteur privé

5. Résultats attendus

a) **Attention politique accrue sur la réduction des moyens budgétaires pour l'éducation**

Cet événement mettra en exergue les contraintes budgétaires croissantes — notamment la pression croissante de la dette, la diminution de l'APD et le rôle central de la mobilisation des ressources domestiques — et contribuera à positionner le financement de l'éducation au cœur des discussions du G7.

b) **Dialogue renforcé entre les décideurs politiques en matière d'éducation et de finances**

En réunissant les ministres de l'Éducation, des Finances et du Développement, cet événement soulignera l'importance d'un dialogue interministériel pérenne pour aligner les priorités en matière d'éducation sur les décisions macro-budgétaires.

c) **Meilleure coordination entre les États, les organisations internationales, les fondations philanthropiques, les ONG et le secteur privé**

En réunissant un large éventail de parties prenantes liées aux secteurs de l'éducation, du développement et des finances, cet événement visera à identifier les obstacles à leur mobilisation et à leur coordination afin de renforcer le dialogue, de mieux coordonner et d'aligner les modes de financement (par exemple, par le biais de mécanismes de financement mutualisé pour l'éducation).

d) Compréhension commune d'un modèle de partenariat mondial renouvelé pour le financement de l'éducation

Cet événement favorisera une compréhension commune pour dépasser les modèles traditionnels de donateur-bénéficiaire, pour adopter des approches de partenariat plus efficaces, fondées sur une responsabilité partagée et une redevabilité mutuelle, dans lesquelles les pays à revenu élevé et les pays en développement/à faible revenu travaillent ensemble pour renforcer des voies de financement durables, pilotées par les pays.

e) Amélioration de la coordination mondiale dans le cadre d'une approche de financement durable

Cet événement mettra en évidence le rôle des plateformes existantes, notamment le Comité directeur de haut niveau de l'ODD 4, ainsi que des mécanismes de financement mondiaux tels que le PME, dans la fédération des initiatives, la réduction de la fragmentation et la promotion de la cohérence entre les acteurs et les efforts de financement.

f) Accord sur une feuille de route prospective visant à améliorer la durabilité du financement de l'éducation au niveau national, grâce à une meilleure efficacité et une moindre fragmentation des financements dédiés.

g) L'événement permettrait d'approuver les principes clés et les modalités de partenariat opérationnels vers un financement durable dans le domaine de l'éducation. Il s'agit de soutenir une plus grande interopérabilité des mécanismes et outils de financement existants et d'accroître leur impact.

6. Ordre du jour provisoire

13 mars 2026 – Salle X	
14h30- 14h45	Mot de bienvenue et allocution d'ouverture
14h45-15h10	Mise en contexte
15h10-16h00	Table ronde 1 <i>De l'engagement à la capacité : renforcer la mobilisation des ressources nationales pour l'éducation</i>
16h00-16h15	<i>Pause café</i>
16h15-17h15	Table ronde 2 <i>Harmoniser les efforts en matière de financement de l'éducation : mécanismes de financement à privilégier et rôle des partenariats</i>
17h15-17h30	Réflexions finales